

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE SALAIRE MINIMAL—LE CAS DES EMPLOYÉS DES SERVICES FÉDÉRAUX

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre du Travail? Étant donné qu'un décret du conseil l'y autorise maintenant, le gouvernement envisage-t-il de relever le salaire minimal des employés des services fédéraux?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail): Nous étudions depuis quelque temps déjà la question du salaire minimal.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pouvons-nous nous attendre à une annonce dans un proche avenir?

L'hon. M. O'Connell: Si elle doit être faite, ce sera en temps opportun. Puisque j'ai la parole...

M. l'Orateur: A l'ordre. La période des questions touche à sa fin. La présidence accorde la parole au député d'Edmonton-Centre, puis ce sera de nouveau le tour du ministre.

* * *

LES PROGRAMMES MULTICULTURELS

LE CAS DES ASSOCIATIONS GERMANO-CANADIENNES DE L'ALBERTA—L'OCTROI DE SUBVENTIONS

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au secrétaire d'État. Dirait-il à la Chambre ce que projette son ministère pour corriger la discrimination évidente dont témoignent les subventions aux termes des programmes multiculturels, puisque pas une seule des nombreuses demandes des associations germano-canadiennes, en Alberta, n'a été approuvée?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je n'accepte pas l'accusation de discrimination contenue dans la question du député. Je voudrais seulement lui faire remarquer qu'il saute aux conclusions d'une façon très rapide. Le processus de subventions à des organismes en vertu de la politique de multiculturalisme n'a pas couru toute sa carrière jusqu'ici, et il est certain qu'aucune discrimination n'est exercée contre aucun groupe et n'est pas exercée non plus contre le groupe dont parle l'honorable député d'Edmonton-Centre.

[Traduction]

M. Paproski: Le ministre a parlé de multiculturalisme. Je reçois aujourd'hui un télégramme affirmant qu'il y a eu discrimination dans le cas de toutes les associations allemandes de l'Alberta. Elles n'ont pas reçu une seule subvention.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je m'excuse auprès des députés qui n'ont pas pu poser des questions, mais avant de passer au débat sur le budget et de permettre au député d'Edmonton-Ouest d'y participer, je donnerai la parole au chef de l'opposition, qui semble vouloir poser une question supplémentaire.

[L'hon. M. Dubé.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA GUERRE DU VIETNAM—LA PROPOSITION BRITANNIQUE À L'URSS—LA POSITION DU CANADA

L'hon. Robert L. Stanfieldd (chef de l'opposition): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre ou à quiconque est habilité à parler au nom du ministère des Affaires extérieures. Quelle est la position du gouvernement à l'égard de l'initiative qu'a prise le gouvernement du Royaume-Uni en essayant de persuader le gouvernement de l'URSS de se joindre à lui pour organiser une conférence sur le Vietnam semblable à celle qu'ils avaient organisée de concert en 1954? Le gouvernement du Canada a-t-il pris des mesures en vue d'appuyer l'initiative du Royaume-Uni?

L'hon. Arthur Laing (premier ministre suppléant): On a posé des questions au premier ministre et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la situation au Vietnam, et on a proposé que l'un d'entre eux fasse une déclaration à la Chambre. Je ne pense pas qu'on ait encore pris de décision à cet égard. Si l'on décidait de faire une déclaration, je suis persuadé qu'on y traiterai de la question que vient d'aborder le chef de l'opposition.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai des renseignements à demander au leader du gouvernement à la Chambre. Je le vois derrière le rideau, et je sais qu'il a médité sur ma question. Le leader du gouvernement à la Chambre nous dirait-il quels sont les travaux prévus pour le reste de la semaine et toute la semaine prochaine?

• (1500)

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, voici pour le reste de la semaine. Aujourd'hui, comme mon honorable ami le sait, nous commençons le débat sur le budget. Demain, nous poursuivrons notre étude des modifications à la loi sur la sécurité de la vieillesse. Si ce bill subit la deuxième lecture, nous passerons à la deuxième lecture du bill concernant les anciens combattants. Lundi, nous poursuivrons le débat sur le budget et, mardi, nous continuerons, si elle n'est pas terminée, notre étude des bills relatifs aux pensions des vieillards et des anciens combattants.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant pourrait-il nous dire s'il s'est entretenu avec le premier ministre et s'il peut donner à ses collègues inquiets de l'autre côté de la Chambre l'assurance que la Chambre siègera effectivement jusqu'à la fin de juin. Peut-il en outre donner à l'opposition l'assurance qu'elle pourra débattre les subsides pendant le nombre requis de jours de l'opposition; et, compte tenu du petit nombre de jours qui restent au gouvernement, le ministre nous préciserait-il la semaine prochaine quelle priorité il accordera aux différentes mesures législatives inscrites au *Feuilleton* et dont il faudra s'occuper?